

Manuel Utilisateur VisuDGFiP – CFE / IFER 2022

1 - Généralités

VisuDGFiP version CFE et IFER, produit par la Direction Générale des Finances Publiques (DGFiP), est un outil de visualisation des données du rôle de cotisation foncière des entreprises (CFE) et de l'imposition forfaitaire sur les entreprises de réseaux (IFER).

L'application permet la visualisation des données des articles de taxation :

- par les services de la DGFiP ;
- par les collectivités locales, si ces dernières sont bénéficiaires des produits issus de l'imposition.

Le présent manuel utilisateur expose les règles qui s'appliquent aux impositions CFE et IFER établies au titre de **2022**.

VisuDGFiP étant un outil de consultation, les données qu'il présente ne sont accessibles qu'en visualisation et ne sont pas modifiables.

L'application fonctionne sous environnement MS Windows (XP/Vista/7/8/10), et contient donc les différents éléments graphiques propres à ce genre de produits : navigateur, boutons, champs de recherche.

2 - Présentation du produit

2.1 Les étapes à suivre

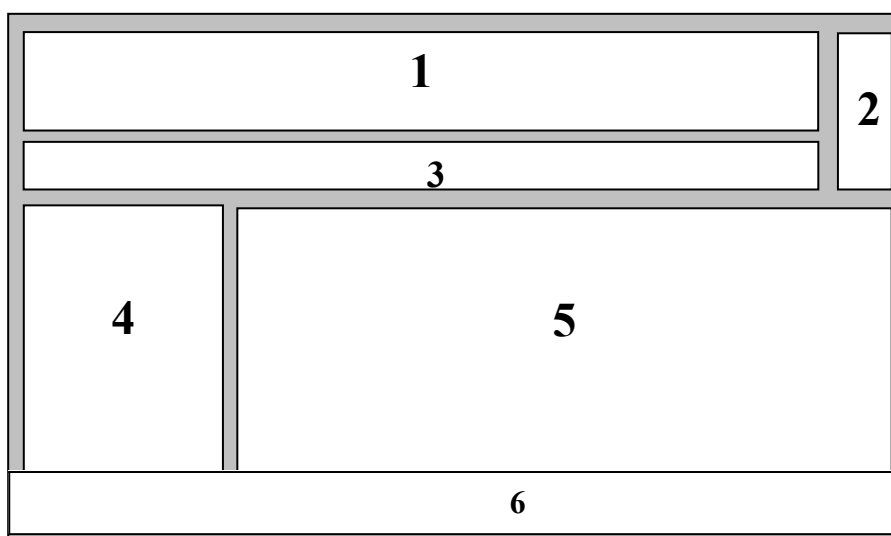
Les étapes suivantes sont présentées pour bien comprendre la logique de *VisuDGFiP* en matière de recherche, de présentation et de consultation des données.

1. L'utilisateur saisit des critères de recherche suivant les informations qu'il veut consulter.
2. Il lance ensuite sa requête.
3. *VisuDGFiP* recherche les informations.
4. *VisuDGFiP* alimente une liste de résultats avec l'ensemble des articles de taxation satisfaisant la requête.
5. L'utilisateur parcourt cette liste afin de trouver l'article désiré et afficher les informations qui y sont associées.

2.2 Description de l'écran

Le produit se compose d'un ensemble de zones de saisie, d'information et d'action.

Un aperçu de la forme générale du produit est donné ci-après.



1 Zone de recherche :

Cette zone permet à l'utilisateur de saisir les différents champs (ou critères) servant à la recherche de l'information (ex. : nom d'un redevable, numéro SIREN, etc.).

Nota : pour effectuer une recherche, il faut au préalable sélectionner une commune.

Commune	Insee	Nom du redevable	Activité	NACE
PALLET (LE)	117			
Référence de l'avis	SIREN	NIC	SIE/SIP	IFU
N°	b/t/a	Voie	Code Voie	

2 Pavé d'outils :

Il s'agit d'une série de boutons permettant d'exécuter les principales fonctionnalités de *VisuDGFiP* telles que le lancement d'une recherche, son annulation, la consultation du guide ou bien encore l'édition de la fiche d'article de rôle.



Ce bouton permet de lancer une recherche.



Ce bouton permet d'effacer les champs de sélection et de supprimer de la mémoire la recherche courante.



Ce bouton permet d'éditer la fiche d'article de rôle de CFE/IFER.



Ce bouton donne accès à ce manuel, disponible également sous Nausicaa.

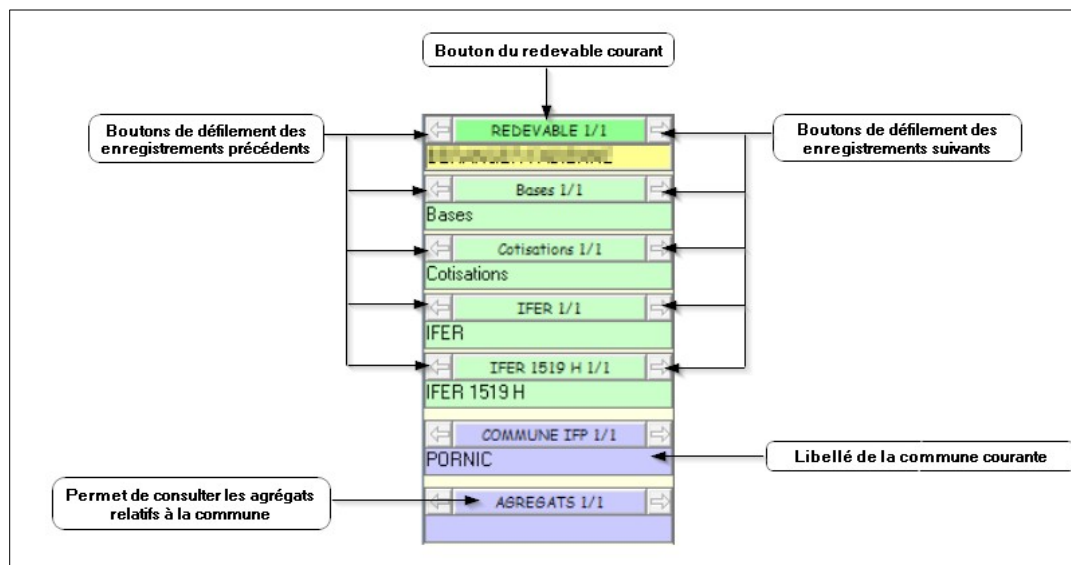
3 Barre de l'historique des recherches :

Cette barre affiche l'historique des recherches et la valeur des champs qui ont été renseignés pour effectuer la requête.

Précédent	Suivant	Recherche de redevable : ==> N° SIRET = 'XXXXXXXXXX'
-----------	---------	--

4 Zone d'aide à la navigation :

Cette zone permet à l'utilisateur de parcourir rapidement l'ensemble des redevables restitués par *VisuDGFiP* à la suite d'une requête, de choisir dans une liste déroulante un redevable précis, d'accéder aux informations (affichées en zone 5) relatives aux entités « Redevable », « Bases », « Cotisations », « IFER », « IFER 1519 H », « Commune » et « Agrégats » et de consulter l'historique des recherches.



Les flèches « ⇐ » et « ⇒ » permettent de naviguer d'un article à un autre.

Les versions « Service » et « Collectivité » à destination des communes et des EPCI permettent également de consulter les agrégats de CFE et d'IFER au niveau de la commune.

En revanche, la version « Collectivité » à destination des départements et des régions permet uniquement de visualiser les agrégats d'IFER au niveau de la commune, ces derniers n'étant pas destinataires de la CFE.

5 Zone des résultats de requête :

Cette zone de texte présente les résultats de la requête lancée par l'utilisateur. Elle concerne deux axes : les données du redevable (cotisations, bases et, le cas échéant, IFER) et celles de la commune (données par IFP et agrégats).

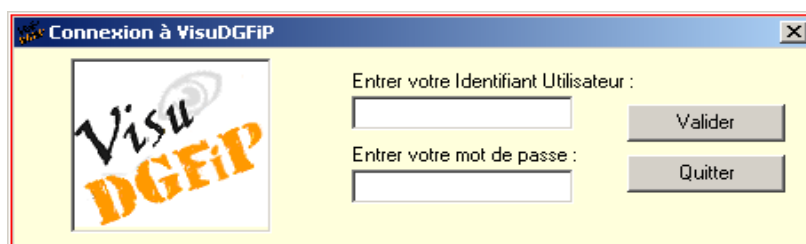
6 Barre d'informations :

Cette barre informe l'utilisateur de l'état d'avancement de l'ouverture de la fiche d'article de rôle dans une nouvelle fenêtre.

Création du rapport en cours ...

3 - Se connecter à VisuDGFiP

La connexion à VisuDGFiP s'effectue par l'intermédiaire de la boîte de connexion suivante, qui s'ouvre au lancement de l'application.

Une fenêtre de connexion intitulée "Connexion à VisuDGFiP". À gauche, il y a un logo "Visu DGFiP" avec "Visu" en noir et "DGFiP" en orange. À droite, il y a deux champs de saisie : "Entrer votre Identifiant Utilisateur :" et "Entrer votre mot de passe :". À côté de chaque champ, il y a un bouton : "Valider" pour le premier et "Quitter" pour le second.


Cette boîte permet également à l'utilisateur de se reconnecter lorsque VisuDGFiP n'a pas été utilisé pendant 1 heure (pour la version « Service ») ou 10 minutes (pour la version « Collectivité »).

Nota : la saisie de caractères majuscules ou minuscules est indifférente, sauf pour les caractères tels que : é, è, à, ù, ç, â, ô, ê, ï, ö dont la saisie affiche le message « *Résultat de la recherche : aucun résultat trouvé* ».

4 - Effectuer une recherche

4.1 Effacer tous les critères de recherche et la liste des résultats

Avant de commencer une nouvelle recherche, il est nécessaire d'effacer les champs de sélection et de supprimer de la mémoire la recherche courante.

En cliquant sur le bouton  , les zones des résultats de requête et de visualisation s'initialisent, et le navigateur ainsi que les champs de recherche s'initialisent à vide pour une nouvelle recherche.

4.2 Renseigner les différents critères de recherche

Plusieurs critères de recherche sont offerts par l'application pour accéder à l'imposition d'un redevable ou à un agrégat :

Critères d'accès	Modalités d'accès
Commune	Accès par son code ou son libellé. La saisie de « * » dans le champ « Nom du redevable » permet la restitution de la liste intégrale des redevables taxés dans la commune
Nom ou début de nom du redevable	Recherche sur la dénomination (hors titre) ou sur une partie de la dénomination
Activité	Libellé activité ou code activité
Identifiants	Référence de l'avis (<i>version « Service » uniquement</i>)
	N° SIREN
	N° SIRET (<i>version « Service » uniquement</i>)
Adresse	Libellé de la voie ou code voie

Pour un critère de recherche alphabétique (désignation, libellé de voie), le service peut saisir un seul mot (ou début de mot).

Pour effectuer une recherche sur le nom de la voie, l'utilisateur peut renseigner le début du champ et appuyer sur la touche « Entrée » du clavier. Les voies contenant cette chaîne de caractères sont alors insérées dans une liste déroulante ; il suffit ensuite de choisir le nom de la voie.

La recherche peut être multicritère : l'utilisateur renseigne l'un ou l'autre des champs voulus ou bien plusieurs d'entre eux.

4.3 Lancer la recherche

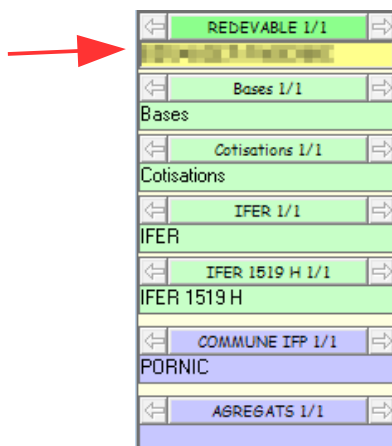
Après avoir renseigné les champs de recherche, l'activation de la requête se fait en cliquant sur le bouton

'Rechercher'  ou en appuyant sur la touche 'Entrée' du clavier.

5 - Visualiser les résultats d'une recherche

5.1 Mode de fonctionnement des différentes entités de VisuDGFiP

Dans la zone d'aide à la navigation (cf. ci-dessous), *VisuDGFiP* charge le résultat de la recherche effectuée pour permettre à l'utilisateur de trouver ensuite, dans la zone des résultats, l'enregistrement dont il a besoin de façon rapide et visuelle.



Deux cas de figure peuvent se présenter :

- lorsque la requête produit un seul résultat, si l'utilisateur clique sur le bouton « **REDEVABLE** » de la zone d'aide à la navigation ou directement sur le nom de redevable, il a directement accès à l'onglet affichant les données du redevable recherché.

- si la requête produit un nombre de résultats supérieur à 1, l'utilisateur doit d'abord cliquer sur le bouton « **REDEVABLE** » pour afficher la liste des redevables correspondant aux critères de recherche (cf. ci-dessous). Il sélectionne ensuite, dans la liste correspondante (2), la ligne du résultat souhaité (4), puis accède à l'onglet affichant les données en activant le bouton '*Rechercher*' (3). Pour revenir à la liste initiale, il suffit de cliquer à nouveau sur le bouton « **REDEVABLE** » (1).

Résultat détaillé de la recherche


Liste des REDEVABLES

Cliquer dans la colonne "sel", puis cliquer sur la loupe afin d'afficher un enregistrement

sel	Redevable	Titre	n°	btq	adresse	code voie	cicb	SATP	S
X	MME	27			RES L OREE DU GOLF	A110	0451	251	4
	SA				LES JONCS	D060	0451	251	4
	ADMI				CHE DE L ABATTOIR	0020	0451	251	3
	ADMI					0020	0451	251	7

Ce principe de consultation des données s'applique pour toutes les entités (redevables ou communes).

Il est possible de **trier** les données restituées dans chaque colonne en cliquant sur le titre de celle-ci (5) : un premier clic effectue un tri croissant des données, tandis qu'un deuxième opère un tri décroissant.

Il est possible également d'imprimer la liste des redevables en cliquant sur l'icône « enveloppe » (). Cette dernière fonctionnalité est proposée dans la version "services" uniquement.

5.2 Consulter l'historique des recherches

Les boutons de défilement (cf. ci-dessous) permettent de consulter l'historique des critères de recherche : on peut donc connaître les champs qui ont été renseignés pour une requête, ainsi que la valeur de ces champs de recherche (dans l'exemple ci-dessous, la requête s'est portée sur le nom du redevable contenant : 'ambulances'). Si l'utilisateur clique sur '**Précédent**', il pourra consulter le motif de recherche de la requête précédente.

<div> <div>←</div> <div>Précédent</div> </div> <div> <div>→</div> <div>Suivant</div> </div>	Recherche de redevable : ==> Redevable = 'ambulances'	<div> <div></div> <div>i</div> </div>
---	---	---------------------------------------

5.3 Visualiser les informations d'une entité (redevable ou commune)

La fenêtre 'Redevable'

Cette fenêtre apparaît lorsque l'utilisateur clique sur le nom du redevable.

<div>REDEVABLE 1/1</div> <div>ALAPIRUS VICTOIRE</div> <div>Bases 1/1</div> <div>Bases</div> <div>Cotisations 1/1</div> <div>Cotisations</div> <div>IFER 1/1</div> <div>IFER</div> <div>IFER 1519 H 1/1</div> <div>IFER 1519 H</div> <div>COMMUNE IFP 1/1</div> <div>BATZ SUR MER</div> <div>AGREGATS 1/1</div> <div>AGREGATS</div>	<table border="1"> <thead> <tr> <th colspan="8">REDEVABLE</th> </tr> <tr> <th>Année</th> <th>Direction</th> <th>IFP</th> <th>SIE</th> <th>IFU</th> <th>Comptable</th> <th colspan="2">ZAE</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>2022</td> <td>440</td> <td></td> <td>0501</td> <td>251</td> <td>050</td> <td colspan="2"></td> </tr> <tr> <th>NACE</th> <th colspan="3">Activité principale</th> <th>SIREN</th> <th>NIC</th> <th colspan="2">Référence de l'avis</th> </tr> <tr> <td>4939C</td> <td colspan="3">TELEPHERIQUES ET REMONTEES</td> <td>328202320</td> <td>00375</td> <td colspan="2">2244000372441</td> </tr> <tr> <th>N° immeuble</th> <th>b.t.q</th> <th>Code voie</th> <th colspan="5">Libellé de voie</th> </tr> <tr> <td>3</td> <td>Q</td> <td>0040</td> <td colspan="5">RUE ALAIN BARBE TORTE</td> </tr> <tr> <th colspan="4">Nom et adresse d'imposition</th> <th colspan="4">Nom du destinataire et adresse d'envoi</th> </tr> <tr> <td colspan="4">MME ALAPIRUS VICTOIRE</td> <td colspan="4">MME ALAPIRUS VICTOIRE</td> </tr> <tr> <td colspan="4">3 Q RUE ALAIN BARBE TORTE</td> <td colspan="4">3 Q RUE ALAIN BARBE TORTE</td> </tr> <tr> <td colspan="4">44740 BATZ SUR MER</td> <td colspan="4">44740 BATZ-SUR-MER</td> </tr> <tr> <td colspan="6">Réduction de cotisation suite à abattement de 50 % de la base imposable des locaux industriels</td> <td colspan="2">0</td> </tr> </tbody> </table>	REDEVABLE								Année	Direction	IFP	SIE	IFU	Comptable	ZAE		2022	440		0501	251	050			NACE	Activité principale			SIREN	NIC	Référence de l'avis		4939C	TELEPHERIQUES ET REMONTEES			328202320	00375	2244000372441		N° immeuble	b.t.q	Code voie	Libellé de voie					3	Q	0040	RUE ALAIN BARBE TORTE					Nom et adresse d'imposition				Nom du destinataire et adresse d'envoi				MME ALAPIRUS VICTOIRE				MME ALAPIRUS VICTOIRE				3 Q RUE ALAIN BARBE TORTE				3 Q RUE ALAIN BARBE TORTE				44740 BATZ SUR MER				44740 BATZ-SUR-MER				Réduction de cotisation suite à abattement de 50 % de la base imposable des locaux industriels						0	
REDEVABLE																																																																																																	
Année	Direction	IFP	SIE	IFU	Comptable	ZAE																																																																																											
2022	440		0501	251	050																																																																																												
NACE	Activité principale			SIREN	NIC	Référence de l'avis																																																																																											
4939C	TELEPHERIQUES ET REMONTEES			328202320	00375	2244000372441																																																																																											
N° immeuble	b.t.q	Code voie	Libellé de voie																																																																																														
3	Q	0040	RUE ALAIN BARBE TORTE																																																																																														
Nom et adresse d'imposition				Nom du destinataire et adresse d'envoi																																																																																													
MME ALAPIRUS VICTOIRE				MME ALAPIRUS VICTOIRE																																																																																													
3 Q RUE ALAIN BARBE TORTE				3 Q RUE ALAIN BARBE TORTE																																																																																													
44740 BATZ SUR MER				44740 BATZ-SUR-MER																																																																																													
Réduction de cotisation suite à abattement de 50 % de la base imposable des locaux industriels						0																																																																																											

Sur cet écran figurent notamment le numéro SIREN, le NIC, le nom du redevable, l'adresse d'imposition, l'adresse d'envoi ainsi que la référence de l'avis.

Précision : le champ « Référence de l'avis » est vide lorsqu'aucun montant n'est réclamé au contribuable.

Nouveauté 2022

Dans le cadre de la modernisation des méthodes d'évaluation de la valeur locative des établissements industriels, l'article 29 de la loi de finances pour 2021 instaure l'application d'un abattement de 50 % sur la valeur locative de chaque élément de l'établissement industriel après l'abattement de 30 % visé à l'article 1467 du CGI et la revalorisation forfaitaire prévue à l'article 1518 *bis* du CGI.

En 2022, l'information relative au bénéfice de l'abattement, située en bas de cet écran s'affiche : il s'agit du montant de la réduction de la cotisation, dont le redevable a bénéficié suite à application de l'abattement de 50 % de la base imposable des locaux industriels. Pour rappel, en 2021, l'information affichée correspondait au montant de l'abattement de 50 % sur la valeur locative des locaux industriels compensé aux communes et EPCI. L'information est donc affichée pour les collectivités concernées et dans la version « Service ».

Remarque : à la demande de la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL), le NIC, l'adresse d'envoi et la référence de l'avis n'apparaissent pas dans la version « Collectivité ».

La fenêtre 'Bases et réductions'

Cette fenêtre apparaît lorsque l'utilisateur clique sur le bouton '**Bases**'.

BASES ET REDUCTIONS					
ELEMENTS D'IMPOSITION					
REDEVABLE 9/14	ES	VL foncières	26 888	Au moins 1 bien industriel	NON
Bases 1/1		Dont VL biens concernés par la révision	4 734	BASES BRUTES TOTALES	26 888
Cotisations 1/1		REDUCTIONS		BASES MINIMUM	
IFER 1/1		Si activité saisonnière, nombre de semaines d'activité		Imposition sur la base minimum	NON
IFER 1519 H 1/1		Réduction création établissement		CA retenu pour la base minimum	
IFER 1519 H		Réduction artisans et autres		Temps partiel ou moins de 9 m/an	NON
COMMUNE IFP 1/1		BASES APRES REDUCTIONS	26 888	Base minimum applicable	
PORNIC		BASES			
ASREGATS 1/1			Bases exonérées	dont exo à effet sur la CVAE	Bases nettes taxables
		Commune			26 888
		Syndicats			26 888
		Intercommunalité	5 100	5 100	21 788
		TSE			26 888
		Taxe GEMAPI			26 888
		TASARIF			
		TCCI			13 444
		TCMA / droit additionnel			26 888
		Nature des exonérations	CFE 1	MEU CFE 2	TCCI TCMA

Elle restitue les bases et les réductions de CFE, les bases de la taxe pour frais de chambres de commerce et d'industrie (TCCI), de la taxe pour frais de chambres de métiers et de l'artisanat (TCMA), des taxes spéciales d'équipement (TSE), de la taxe pour la gestion des milieux aquatiques et la prévention des inondations (TGEMAPI) et de la taxe additionnelle spéciale annuelle de la région Île-de-France (TASARIF).

Sont mentionnées les bases exonérées, les bases exonérées à effet sur la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE) et les bases nettes taxables.

Nota : les bases exonérées avec effet sur la CVAE ne sont affichées que dans la version « Service ».

L'utilisateur dispose ainsi des données suivantes.

➤ En matière de CFE

- Est mentionnée la valeur locative totale de l'ensemble des biens passibles d'une taxe foncière (immeubles et terrains affectés à l'exercice de la profession) de l'établissement.

Pour les biens fonciers entrant dans le champ de la révision des valeurs locatives des locaux professionnels (RVLLP), laquelle a été mise en œuvre en 2017, est prise en compte la valeur locative révisée neutralisée et planchonnée. Pour les autres biens fonciers est prise en compte la valeur locative revalorisée.

Remarque : sauf en cas de création, les bases d'imposition sont déterminées par référence aux éléments de l'avant-dernière année précédant celle de l'imposition.

Est également indiquée, depuis la mise en œuvre de la RVLLP, la valeur locative totale des biens fonciers concernés par cette révision (valeur locative révisée neutralisée et planchonnée) :

BASES ET REDUCTIONS					
ELEMENTS D'IMPOSITION					
VL foncières		4 710	Au moins 1 bien industriel		OUI
Dont VL biens concernés par la révision		4 710	BASES BRUTES TOTALES		4 710
REDUCTIONS			BASES MINIMUM		

- Sont mentionnées certaines réductions de base pouvant trouver à s'appliquer :
 - la réduction pour création d'établissement : réduction de 50 % de la base imposable l'année suivant celle de la création de l'établissement ;

- la réduction « artisans et autres » : réduction concernant notamment les artisans qui ne sont pas expressément exonérés de CFE et emploient au plus 3 salariés, ainsi que certaines sociétés inscrites au répertoire des métiers et de l'artisanat.

• Le cadre 'Bases' mentionne :

- les bases exonérées de CFE ;

- les bases exonérées de CFE ayant un effet en matière de CVAE (mention uniquement dans la version « services ») ;

- les bases nettes taxables : la base nette taxable est égale à la base brute totale après réduction, diminuée de l'abattement de 25 % applicable en Corse et des exonérations de base dont bénéficie l'établissement.

Les bases sont mentionnées selon les entités affectataires et/ou la nature de l'imposition :

- bases de la CFE au niveau « commune » ;

- bases de la CFE au niveau « syndicats de communes » ;

- bases de la CFE au niveau « intercommunalité ». S'agissant de ce niveau, deux régimes existent :

- *le régime de fiscalité professionnelle unique* : l'établissement public de coopération intercommunale (EPCI) se substitue à la commune et vote un taux unique de CFE. Il concerne, d'une part, les métropoles, les syndicats d'agglomération nouvelle et les communautés d'agglomération et, d'autre part, les communautés urbaines et les communautés de communes ayant opté pour le régime fiscal des communautés d'agglomération ou pour une fiscalité professionnelle de zone ;

- *le régime de fiscalité professionnelle additionnelle* : il concerne les communautés urbaines et les communautés de communes autres que celles mentionnées ci-dessus. Leur CFE s'ajoute à celle émise au niveau des communes membres ;

- bases des TSE. Les TSE sont prévues par les articles 1607 *bis* à 1609 G du code général des impôts (CGI) et reviennent aux établissements publics fonciers ;

- bases de la TGEMAPI ;

- bases de la TASARIF.

➤ **En matière de taxes annexes (TCCI et TCMA)**

Sont mentionnées les bases exonérées et les bases nettes taxables de la TCCI et du droit additionnel à la CFE de la TCMA.

➤ **Autres indications**

Pour chaque établissement principal (ou unique), il est indiqué si le redevable est soumis à la base minimum (mention « OUI » ou « NON »).

Un indicateur précise également si l'activité professionnelle n'est exercée qu'à temps partiel ou pendant moins de neuf mois de l'année (mention « OUI » ou « NON »).

Par ailleurs, il est précisé, le cas échéant, la tranche de chiffre d'affaires retenue pour la détermination de la base minimum applicable et le montant de celle-ci.

Il est également indiqué la présence ou non d'au moins un bien industriel dans l'établissement imposé (mention « OUI » ou « NON »).

Enfin, en cas de bénéfice, pour le redevable, d'exonération(s) en matière de CFE, de TCCI ou de TCMA, est indiquée au bas du cadre 'Bases' la nature de cette (ces) exonération(s) *via* la mention d'un code de trois lettres.

Glossaire des codes :

- « AVO » : exonération des jeunes avocats ;
- « BER » : exonération des opérations réalisées dans les bassins d'emploi à redynamiser ;
- « BUD » : exonération des opérations réalisées dans les bassins urbains à dynamiser ;
- « CCM » : exonération des caisses de crédit municipal ;
- « CIN » : exonération des cinémas ;
- « COP » : exonération facultative des coopératives entre 3 et 11 salariés ;
- « DEV » : exonération "développement régional" ;
- « DIS » : exonération des disquaires indépendants ;
- « DPS » : exonération des diffuseurs de presse spécialistes ;
- « HAB » : exonération "habitat dégradé" (opérations réalisées dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville) ;

- « IND » : abattement de moitié de la valeur locative des bâtiments industriels affectés à des opérations de recherche industrielle ;
- « JEI » : exonération des jeunes entreprises innovantes ou universitaires ;
- « LIB » : exonération de certaines autres libraires ;
- « LIR » : exonération des libraires indépendants ;
- « MAM » : exonération des médecins et auxiliaires médicaux ;
- « MET » : exonération des activités de méthanisation agricole ;
- « MEU » : exonération des meublés ;
- « MIN » : exonération de base minimum des entreprises ayant réalisé un chiffre d'affaires inférieur ou égal à 5 000 € ;
- « NVL » : exonération des entreprises nouvelles ;
- « POL » : exonération des installations antipollution et économie d'énergie ;
- « QPV » : exonération des opérations réalisées par des petites entreprises commerciales dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville ;
- « SAI » : exonération des services d'activité industrielle et commerciale des établissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel ;
- « SIF » : sortie progressive d'exonération en zone franche urbaine – territoire entrepreneur (ZFU-TE) ;
- « SPE » : exonération des entreprises de spectacles ;
- « ZDP » : exonération des opérations réalisées dans les zones de développement prioritaire ;
- « ZFA » : exonération des opérations réalisées dans les zones franches d'activité outre-mer ;
- « ZRC » : exonération facultative dans les zones de revitalisation des campagnes ;
- « ZRD » : exonération opérations réalisées dans les zones de restructurations de la défense ;
- « ZRR » : exonération des opérations réalisées dans les zones de revitalisation rurale ;
- « ZRV » : exonération facultative dans les zones de revitalisation des centres-villes.

La fenêtre 'Cotisations'

La fenêtre ci-dessous apparaît lorsque l'utilisateur clique sur le bouton '**Cotisations**'. Elle est composée de 2 onglets :

- un onglet « Synthèse cotis. », dans lequel est indiqué le montant de l'impôt à payer ;
- un onglet « Cotis. CFE TCCI TCMA ».

- ♦ **L'onglet « Synthèse cotis. »**, uniquement accessible dans la version « services » se présente comme suit :

COTISATIONS	
Synthèse cotis.	Cotis. CFE TCCI TCMA
Lissage 2017 des cotisations CFE, TCCI, TCMA	
	187
Total des cotisations des composantes IFER	0
Total des cotisations CFE, TCCI, TCMA et IFER	57 769
Crédit d'impôt	2 250
MONTANT DE L'IMPOT	55 519
Information : aides soumises au règlement de minimis	2 250
Information : aides soumises au RGEC	
Cotisation < 12€ admise en non valeur	0
Crédit d'impôt restituable	0

L'onglet « Synthèse cotis. » affiche :

- le montant du lissage 2017 : le montant du lissage appliqué au titre de 2021 correspond au montant du lissage 2017 multiplié par 5. S'il est positif, comme dans l'exemple ci-dessus (lissage pour 2017 : $187 \times 4 = 748$), il vient en diminution des cotisations de CFE, de TCCI et de TCMA dues hors frais de gestion avant lissage ; s'il est négatif, son montant en valeur absolue s'ajoute aux cotisations de CFE, de TCCI et de TCMA dues hors frais de gestion avant lissage ;
- le montant total des cotisations, frais de gestion inclus, des composantes IFER ;
- le montant total des cotisations, frais de gestion inclus, dues pour l'établissement (CFE, TCCI, TCMA et taxes revenant à divers organismes après lissage + IFER) ;
- le cas échéant, le montant du crédit de CFE accordé aux établissements situés dans une zone de restructuration de la défense (ZRD, cf. article 1647 C *septies* du CGI). Lorsque le crédit d'impôt est supérieur au montant de l'impôt, le montant non imputé est remboursé au contribuable ;
- le montant de l'impôt dû ;
- le cas échéant, à titre d'information, le montant des aides soumises au règlement *de minimis* (règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013) ainsi que celui des aides soumises au règlement général d'exemption par catégorie ou RGEC (règlement (UE) n° 651/2014 de la Commission du 17 juin 2014).

♦ L'onglet « **Cotis. CFE TCCI TCMA** » qui détaille les cotisations de CFE et des taxes annexes (TCMA et TCCI) se présente sous la forme suivante :

COTISATIONS				
Synthèse cotis.		Cotis. CFE TCCI TCMA		
COTISATIONS CFE			COTISATIONS TCMA	
Collectivité	Montant total de la cotisation	Cotisation lissée par collectivité		
Commune			Total droits fixes	135
Syndicats			Cotisation TCMA	521
Interco.	26 074	25 634	Cotisation TCMA lissée	511
TSE	28 204	27 724	Cotisation TCMA exonérée	
Taxe GEMAPI			Cotisation TCMA exonérée lissée	
TASARIF		1 463	Total TCMA	646
Total des cotisations lissées		53 358	Frais de gestion	58
Frais de gestion		3 249	Cotisation totale TCMA	704
Total cotisations CFE		56 607	COTISATIONS TCCI	
Info : cotisation minimum CFE		1 174	Cotisation TCCI exonérée	
Total cotisations exonérées			Cotisation TCCI exonérée lissée	
Total cotisations exonérées lissées			Cotisation TCCI	425
Dont exo. à effet sur CVAE			Cotisation TCCI lissée	420
			Frais de gestion	38
			Total TCCI	458

Cet onglet indique, entre autres, les montants :

- de la CFE après frais de gestion ;
- de la TCCI après frais de gestion ;
- de la TCMA après frais de gestion.
- **Cotisation de CFE** : la cotisation est obtenue par application du taux d'imposition à la base nette.
- **Cotisation de TCCI** : cette taxe est due, sauf exonération spécifique, par toute personne imposable à la CFE et est adossée à cet impôt.
- **Cotisation de TCMA** : la TCMA se compose de droits fixes et d'un droit additionnel à la CFE.

Frais de gestion : l'État, qui assure l'établissement et le recouvrement de la CFE, de la TCCI et de la TCMA pour le compte des collectivités locales et des chambres consulaires et prend en charge les dégrèvements dont ces impôts peuvent faire l'objet, perçoit en contrepartie 3 % de la CFE revenant aux communes et aux EPCI à fiscalité propre et de la TGEMAPI, 8 % de la CFE revenant aux syndicats de communes, ainsi que 9 % des TSE, de la TCCI et de la TCMA.

L'onglet affiche également, pour information :

- le montant des **cotisations exonérées avec effet sur la CVAE** (information affichée seulement dans la version « services ») : le montant des cotisations exonérées en application du 3° de l'article 1459 et des articles 1464 à 1466 F du CGI permet de limiter le paiement des acomptes et du solde de la CVAE ;
- le montant de la **cotisation minimum CFE** : il est obtenu en appliquant à la base minimum le taux global d'imposition, puis en ajoutant au résultat obtenu les frais de gestion correspondants. Cette donnée est utile pour vérifier ou compléter, le cas échéant, la demande de plafonnement de la contribution économique territoriale en fonction de la valeur ajoutée (PVA).

Les fenêtres 'IFER'

Remarques liminaires :

- 1/ Pour chaque composante (excepté les composantes IFER 1599 *quater* A, 1599 *quater* A bis et 1599 *quater* B), il est indiqué la répartition du produit calculé à partir du montant hors frais de gestion.
- 2/ L'État, qui assure l'établissement et le recouvrement des IFER et prend en charge les dégrèvements dont ces impositions peuvent faire l'objet, perçoit en contrepartie 3 % du montant des cotisations émises (frais de gestion).
- 3/ Les montants et tarifs de l'IFER sont revalorisés chaque année en fonction de l'évolution des prix à la consommation des ménages (hors tabac), soit de + 1,5 % pour 2022.
- 4/ Dans la version « collectivités », les données relatives aux composantes IFER sont affichées au regard des affectataires.

- La fenêtre 'IFER'

Cette fenêtre apparaît lorsque l'utilisateur clique sur le bouton '**IFER**'. Elle se compose de 4 onglets :

COTISATIONS					
REDEVABLE 5/44	IFER 1519 D E F IFER 1519G HB 1599 qu. B IFER 1519 HA IFER 1599 quater A/A bis				
Bases 1/1	Cotisations IFER 1519 D	Année de raccordement	Puissance installée	Tarifs	Cotisations
Cotisations 1/1	Energie mécanique du vent	2 012	235	7.82 € / kW	1 838
IFER 1/1	Energie mécanique hydraulique des courants		10999.9	7.82 € / kW	86 019
IFER	Frais de gestion	2 636	Total IFER 1519 D après frais de gestion (FG)		90 493
IFER 1519 H 1/1	Part commune HFG	Part interco. HFG	44296.1	Part départ. HFG	43560.9
IFER 1519 H					

- ♦ **L'onglet « IFER 1519 D E F »** détaille les éléments d'assiette, les cotisations et la répartition pour chacune de ces trois composantes :

COTISATIONS					
REDEVABLE 10/33	IFER 1519 D E F IFER 1519G HB 1599 qu. B IFER 1519 HA IFER 1599 quater A/A bis				
Bases 1/1	Cotisations IFER 1519 D	Année de raccordement	Puissance installée	Tarifs	Cotisations
Cotisations 1/1	Energie mécanique du vent	2 012	50 000	7,82 € / kW	391 000
Cotisations	Energie mécanique hydraulique des courants			7,82 € / kW	
IFER 1/1	Frais de gestion	11 730	Total IFER 1519 D après frais de gestion (FG)		402 730
IFER 1519 H 1/1	Part commune HFG	Part interco. HFG	273700	Part départ. HFG	117300
IFER 1519 H	Cotisations IFER 1519 E				
COMMUNE IFP 1/1	Energie nucléaire ou thermique			3 254 € / MW	
NANTES	Frais de gestion	Total IFER 1519 E après frais de gestion (FG)			
AGREGATS 1/1	Part commune HFG	Part interco. HFG		Part départ. HFG	
	Part du fonds de compensation				
	Cotisations IFER 1519 F				
	Origine photovoltaïque	2 012	9 999	7,82 € / kW	78 192
	Orig. hydraulique autres que visées au 1519 D			3,254 € / kW	
	Prorata communal d'imposition centrales hydr. (%)				
	Frais de gestion	2 346	Total IFER 1519 F après frais de gestion (FG)		80 538
	Part commune HFG	Part interco. HFG	39096	Part départ. HFG	39096

- **IFER due au titre de l'article 1519 D du CGI** : cette imposition s'applique aux installations terrestres de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent et aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique hydraulique des courants situées dans les eaux intérieures ou dans la mer territoriale, dont la puissance électrique installée est supérieure ou égale à 100 kilowatts (kW). Au titre de 2022, le tarif s'élève à 7,82 € par kW de puissance installée.

Nota : si leur puissance installée est inférieure à 100 kW, les installations ne sont pas taxées. Dans ce cas, seule la valeur de la puissance installée est affichée.

- **IFER due au titre de l'article 1519 E du CGI** : cette imposition s'applique aux installations de production d'électricité d'origine nucléaire ou thermique à flamme dont la puissance électrique installée est supérieure ou égale à 50 mégawatts (MW). Au titre de 2022, le tarif s'élève à 3 254 € par MW de puissance installée.

Nota : si leur puissance installée est inférieure à 50 MW, les installations ne sont pas taxées. Dans ce cas, seule la valeur de la puissance installée est affichée.

Particularité de cette IFER, un fonds de compensation, créé par la loi de finances pour 2019, est destiné à compenser les pertes d'IFER subies par les collectivités locales résultant de la fermeture des centrales nucléaires. Ce fonds de compensation perçoit 2 % du montant de l'IFER visée à l'article 1519 E du CGI (centrales nucléaires et thermiques à flamme) revenant aux communes et aux EPCI.

- **IFER due au titre de l'article 1519 F du CGI** : cette imposition s'applique aux centrales de production d'énergie électrique d'origine photovoltaïque ou hydraulique dont la puissance électrique installée est supérieure ou égale à 100 kW. Au titre de 2022, le tarif s'élève à 7,82 € par kW de puissance installée pour les centrales de production d'énergie électrique d'origine photovoltaïque et à 3,254 € par kW de puissance installée pour les centrales de production d'énergie électrique d'origine hydraulique.

Nota : si leur puissance installée est inférieure à 100 kW, les installations ne sont pas taxées. Dans ce cas, seule la valeur de la puissance installée est affichée.

Prorata communal d'imposition pour les centrales hydrauliques : en application de l'article 1475 du CGI, les valeurs locatives des ouvrages hydro-électriques concédés ou d'une puissance supérieure à 500 kW sont réparties entre les communes sur le territoire desquelles coulent les cours d'eau utilisés ou existent des ouvrages de génie civil. Les pourcentages fixant cette répartition sont déterminés par l'acte d'autorisation ou de concession.

- ◆ **L'onglet « IFR 1519G HB 1599 qu. B »** détaille les éléments d'assiette et les cotisations pour chacune de ces trois composantes et se présente sous la forme suivante :

REDEVABLE I/14		COTISATIONS			
BERANGER FABRIENNE		IFER 1519 D E F IFER 1519G HB 1599 qu B IFER 1519 HA IFER 1599 quater A/A bis			
Bases	Bases I/1	Cotisations IFER 1519 G	Éléments d'assiette	Tarif unitaire	Cotisations
	Cotisations I/1	Transfo élect : tension > 50 kV et <= 130 kV	6	15 082 €	90 492
	IFER I/1	Transfo élect : tension > 130 kV et <= 350 kV	20	52 510€	1 050 200
IFER	IFER 1519 H I/1	Transfo élect : tension > à 350 kV	85	154 732 €	13 152 220
IFER 1519 H		Frais de gestion 428 787	Total IFER 1519 G après frais de gestion (FG)		14 721 699
COMMUNE IFP I/1		Part commune HFG 14292912	Part interco. HFG		
PORNIC		Cotisations IFER 1519 HB			
	AGREGATS I/1	Puissance électrique installée origine géothermie		20.42 € / kW	
		Frais de gestion	Total IFER 1519 HB après frais de gestion (FG)		
		Part commune HFG	Part région HFG		
		Cotisations IFER 1599 quater B			
		Répartiteurs principaux boucle locale cuivre	10	16.32 €	163
		Fibre optique raccordée à un point de mutualisation	1	16.32 €	16
		Câble coaxial raccordé à un noeud de raccordement	2	16.32 €	33
		Frais de gestion 6	Total IFER 1599 quater B après frais de gestion (FG)		218
		Total IFER 1599 quater B hors frais de gestion	212		

- **IFER due au titre de l'article 1519 G du CGI** : cette imposition s'applique aux transformateurs électriques.

Il existe trois catégories de transformateurs :

- les transformateurs avec une tension en amont comprise entre 50 et 130 kilovolts (kV). Au titre de 2022, le tarif par transformateur s'élève à 15 082 € ;
- les transformateurs avec une tension en amont comprise entre 130 et 350 kV. Au titre de 2022, le tarif par transformateur s'élève à 52 510 € ;
- les transformateurs avec une tension en amont supérieure à 350 kV. Au titre de 2022, le tarif par transformateur s'élève à 154 732 €.

Dans la version à destination des collectivités, les parts « communes HFG¹ » et « intercommunale HFG » sont affichées si les collectivités sont bénéficiaires de la composante de l'IFER 1519 G.

- **IFER due au titre de l'article 1519 HB du CGI** : cette imposition instaurée par la loi de finances pour 2020 vise les installations de production d'électricité d'origine géothermique. En 2022, ces installations sont imposées selon la puissance installée au tarif de 20.42 € le kW.

- **IFER due au titre de l'article 1599 *quater* B du CGI** : cette imposition concerne les répartiteurs principaux de la boucle locale cuivre, les réseaux en fibre optique et les nœuds de raccordement optique en câble coaxial. Au titre de 2022, le tarif s'élève à 16,32 € par ligne en service.

Dans la version « collectivités », les données IFR 1599 *quater* B ne sont affichées que dans la version à destination des régions.

¹ Hors frais de gestion

- ♦ L'onglet « IFER 1519 HA » se présente sous la forme suivante :

COTISATIONS				
IFER 1519 D E F IFER 1519G HB 1599 qu. B IFER 1519 HA IFER 1599 quater A/A bis				
	Prorata communal d'imposition %	Éléments d'assiette	Tarifs	Cotisations
Installations de gaz naturel liquéfié	214,36589411	27	2 793 013 €	5 987 267
Part commune HFG	5987267	Part interco. HFG		
Sites souterrains de gaz naturel	80,5	3,457	558 602€	449 675
Part commune HFG	224837,5	Part interco. HFG	224837,5	Part départ. HFG
Canalisations de transport de gaz naturel		1,477	558 €	824
Part commune HFG	412	Part interco. HFG		Part départ. HFG
Stations de compression gaz naturel	29,239845001	3	111 720 €	32 667
Part commune HFG	32667	Part interco. HFG		
Canalisations de transport d'autres hydrocarbures		2,984	558 €	1 665
Part commune HFG	832,5	Part interco. HFG		Part départ. HFG
Canalisations de transport de produits chimiques			542€	
Part commune HFG		Part interco. HFG		Part départ. HFG
Total IFER 1519 HA hors frais de gestion	6 472 098	Frais de gestion (FG)		194 163
		Total IFER 1519 HA FG inclus		6 666 261

- **IFER due au titre de l'article 1519 HA du CGI** : cette imposition s'applique aux installations de gaz naturel liquéfié, aux canalisations de transport de produits chimiques, aux stockages souterrains de gaz naturel, aux canalisations de transport de gaz naturel, aux stations de compression du réseau de transport de gaz naturel et aux canalisations de transport d'autres hydrocarbures.

Au titre de 2022, les tarifs des installations composant cette imposition sont les suivants :

- 2 793 013 € par installation de gaz naturel liquéfié dont la capacité de stockage est supérieure à 100 000 m³ et 612 654 € par installation dont la capacité de stockage est inférieure ou égale à ce même seuil ;
- 558 602 € par site de stockage souterrain de gaz naturel ;
- 558 € par kilomètre de canalisation de transport de gaz naturel ;
- 111 720 € par station de compression du réseau de transport de gaz naturel ;
- 558 € par kilomètre de canalisation de transport d'autres hydrocarbures ;
- 542 € par kilomètre de canalisation de transport de produits chimiques.

Nota : les données « Total IFER 1519 HA hors frais de gestion », « Frais de gestion (FG) » et « Total IFER 1519 HA FG inclus » n'apparaissent que dans la version « services ».

Prorata communal d'imposition pour :

- les composantes 1519 HA « installations de gaz naturel liquéfié » et « stations de compression gaz naturel » : le prorata communal d'imposition affiché correspond à la somme des pourcentages de la valeur locative foncière de chaque installation ou station imposée à la CFE sur la commune ;
- la composante 1519 HA « sites souterrains de gaz naturel » : le prorata communal d'imposition affiché correspond à la somme des pourcentages de la surface d'aire de stockage de chaque site située sous la commune.

- ◆ L'onglet « IFER 1599 quater A/A bis » se présente sous la forme suivante :

COTISATIONS			
IFER 1519 D E F IFER 1519G HB 1599 qu. B IFER 1519 HA IFER 1599 quater A/A bis			
Catégorie de matériels roulants	Elements d'assiette	Tarif unitaire	Cotisation
Automoteur à moteur thermique	2	33 516 €	67 032
Locomotive diesel		33 516 €	
Automotrice à moteur électrique		25 316 €	
Locomotive électrique	9	25 696 €	201 105
Motrice de matériel à grande vitesse		39 104 €	
Automotrice tram-train	4	12 850 €	51 400
Remorque pour le transport de voyageurs	1	5 363 €	5 363
Remorque transport de voyageurs à grande vitesse	2	11 172 €	22 344
Remorque tram-train	5	2 681 €	13 405
Total des cotisations brutes avant application du coefficient progressif d'imposition			360 649
Nombre de kilomètres parcourus en 2021		Coefficient	
Frais de gestion	Total IFER 1599 quater A après frais de gestion (FG)		
Motrice de métro	11	13 697 €	150 667
Remorque de métro	2	13 697 €	27 394
Automotrice et autre motrice		25 696 €	
Autre remorque	7	5 363 €	37 541
Frais de gestion	6 468	Total IFER 1599 quater A bis après frais de gestion (FG)	
			222 070

- **IFER due au titre de l'article 1599 quater A du CGI** : cette imposition s'applique aux matériels roulants utilisés sur le réseau ferré national pour des opérations de transport de voyageurs. Le montant diffère selon la catégorie de matériels roulants.

Au titre de 2022, les tarifs sont les suivants :

- 33 516 € par automoteur à moteur thermique ;
- 33 516 € par locomotive diesel ;
- 25 696 € par automotrice à moteur électrique ;
- 22 345 € par locomotive électrique ;
- 39 104 € par motrice de matériel à grande vitesse ;
- 12 850 € par automotrice tram-train ;
- 5 363 € par remorque pour le transport de voyageurs ;
- 11 172 € par remorque pour le transport de voyageurs à grande vitesse ;
- 2 681 € par remorque tram-train.

Depuis 2014, l'imposition forfaitaire prévue à l'article 1599 quater A du CGI s'applique progressivement :

- elle n'est pas due par les entreprises de transport ferroviaire qui ont parcouru l'année précédant celle de l'imposition moins de 300 000 kilomètres sur le réseau ferré national (RFN) pour des opérations de transport de voyageurs ;

- pour les entreprises qui ont parcouru l'année précédant celle de l'imposition entre 300 000 et 1 700 000 kilomètres sur le RFN pour des opérations de transport de voyageurs, le montant de l'imposition forfaitaire due est égal au montant calculé en application des tarifs présentés ci-dessus multiplié par un coefficient égal à :

$$(\text{nombre de kilomètres parcourus sur le RFN} - 300\,000) / 1\,400\,000 ;$$

- pour les entreprises qui ont parcouru l'année précédant celle de l'imposition plus de 300 000 kilomètres sur le RFN pour des opérations de transport de voyageurs, l'imposition est totale.

- **IFER due au titre de l'article 1599 quater A bis du CGI** : cette imposition s'applique aux matériels roulants utilisés pour le transport de voyageurs en Île-de-France.

Au titre de 2022, les tarifs de cette imposition sont les suivants :

- 13 697 € par motrice de métro ;
- 13 697 € par remorque de métro ;
- 25 696 € par automotrice et autre motrice ;
- 5 363 € par remorque.

Nota : les données relatives aux composantes de l'IFER prévues aux articles 1599 *quater* A et 1599 *quater* A *bis* du CGI ne sont disponibles que dans la version « Service ».

Compte tenu des spécificités de la répartition du produit de l'IFER prévue à l'article 1599 *quater* A du CGI, la communication des informations relatives à cette composante est effectuée sur un autre support. De ce fait, l'écran suivant s'affiche dans la version « Collectivité » :

COTISATIONS			
IFER 1519 D E F	IFER 1519G HB 1599 qu. B	IFER 1519 HA	IFER 1599 quater A/A bis
Vous n'avez pas accès à ces informations.			

- **La fenêtre 'IFER1519 H'**

Cette fenêtre apparaît lorsque l'utilisateur clique sur le bouton '**IFER 1519 H**'. Elle se compose de 3 onglets :

COTISATIONS					
REDEVABLE 6/11	Total IFER 1519 H IFER 1519 H droit commun IFER 1519 H zone blanche				
EDF					
Bases 1/1					
Cotisations 1/1					
IFER 1/1					
IFER					
IFER 1519 H 1/1					
IFER 1519 H	IFER 1519 H		Total après frais de gestion		83 394
			Frais de gestion (FG)		2 429
COMMUNE IFP 1/1	Part commune HFG		Part interco. HFG	53976,67	Part départ. HFG
LA CHAPELLE HEULIN					26988,33
ASREGATS 1/1					

Le **premier onglet** affiche le montant **total de l'IFER** (frais de gestion compris), le montant des **frais de gestion** et la **répartition entre bénéficiaires** (commune, intercommunalité et département) ;

Le **deuxième onglet** affiche les éléments relatifs à la taxation aux **tarifs de droit commun** (plein tarif et quart de tarif à 100 % ; plein tarif et quart de tarif réduits de 90 %) ;

COTISATIONS				
Total IFER 1519 H IFER 1519 H droit commun IFER 1519 H zone blanche				
Cotisations IFER 1519 H		Nb. redevables	Éléments d'assiette	Tarifs/station
Tarif droit commun	(ligne 1) (ligne 2) (ligne 3)	1	129	1 709 €/station
				220 461
Quart de tarif droit commun	(ligne 1) (ligne 2) (ligne 3)			427,25 €/station
				170,90 €/station
Tarif droit commun réduit de 90%	(ligne 1) (ligne 2) (ligne 3)			42,73 €/station

Le **troisième onglet** affiche les éléments relatifs à la taxation aux **tarifs « zone blanche »** (plein tarif et quart de tarif à 100 % ; plein tarif et quart de tarif réduits de 90 %), ainsi que les éléments relatifs à la taxation des stations relevant de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986.

COTISATIONS					
Total IFER 1519 H		IFER 1519 H droit commun	IFER 1519 H zone blanche		
Cotisations IFER 1519 H		Nb. redevables	Éléments d'assiette	Tarifs/station	Cotisations
Tarif droit zone blanche	(ligne 1) (ligne 2) (ligne 3)	2	554	854.50 €/station ▪	236 697
Quart de tarif zone blanche	(ligne 1) (ligne 2) (ligne 3)			213.63 €/station ▪	
Tarif droit zone blanche réduit de 90%*	(ligne 1) (ligne 2) (ligne 3)			85.45 €/station ▪	
Quart de tarif zone blanche réduit de 90%	(ligne 1) (ligne 2) (ligne 3)			21.36 €/station ▪	
Station radio loi 86-1067	(ligne 1) (ligne 2) (ligne 3)			245 €/station ▪ ▪	

Pour rappel, l'IFER due au titre de l'article 1519 H du CGI s'applique aux stations radioélectriques exploitées par le redevable, partagées ou non avec d'autres redevables.

Trois tarifs sont applicables en fonction de la nature des stations radioélectriques concernées. Au titre de 2022, ces tarifs sont les suivants :

- 1 709 € pour les stations de droit commun ;
- 854,50 € pour les stations couvrant des zones blanches de téléphonie mobile ;
- 245 € pour les stations relevant de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication et qui assurent la diffusion au public, par voie hertzienne terrestre ou satellitaire, en mode analogique ou numérique, de services de radio ou de télévision.

Le tarif applicable aux **nouvelles stations radioélectriques** est réduit, au titre des trois premières années d'imposition **des trois quarts pour les stations créées à compter de 2017**. Cette réduction s'applique aux stations imposées au tarif de droit commun (quart de tarif 2021 : 427,25 €) ainsi qu'aux stations imposées au tarif « zone blanche » (quart de tarif 2021 : 213,63 €).

Par ailleurs, depuis les impositions établies au titre de 2016, les **émetteurs des stations radioélectriques assurant la couverture de zones du territoire national par un réseau de radiocommunications mobiles et pour lesquels n'est pas requis l'accord ou l'avis de l'Agence nationale des fréquences** (en pratique, il s'agit des cellules de petite taille et dont la puissance isotrope rayonnée équivalente est comprise entre 1 et 5 watts) bénéficient d'une **réduction de 90 %**. Pour ces émetteurs, les tarifs 2022 sont les suivants :

- 170,90 € pour les stations imposées au plein tarif de droit commun ;
- 42,73 € pour les stations imposées au quart de tarif de droit commun ;
- 85,45 € pour les stations imposées au plein tarif « zone blanche » ;
- 21,36 € pour les stations imposées au quart de tarif « zone blanche ».

La fenêtre 'Commune'

Cette fenêtre apparaît lorsque l'utilisateur clique sur le bouton '**Commune IFP'**.

REDEVABLE 1/24		COMMUNE IFP				
ALAPIRUS VICTOIRE		Année	Rôle CFE-IFER	Date de recouvrement	Date de majoration	Commune différée
COMMUNE IFP 1/1		2022	192	31/10/2022	15/12/2022	P
		Code EPCI	Type EPCI	Code commune	IFP	Libellé commune
AGREGATS 1/1		055	Cité d'Agglo	010		Cité d'Agglo
BASE MINIMUM CFE						
Temps complet	CA	<= 10 000	<= 32 600	<= 100 000	<= 250 000	<= 500 000 > 500 000
Commune / EPCI à FPU		500	1 000	1 700	2 250	2 950 3 600
EPCI hors ZAE		500	1 000	1 700	2 250	2 950 3 600
Temps partiel	CA	<= 10 000	<= 32 600	<= 100 000	<= 250 000	<= 500 000 > 500 000
Commune / EPCI à FPU		500	1 000	1 700	2 250	2 950 3 600
EPCI hors ZAE		500	1 000	1 700	2 250	2 950 3 600
TAUX	Commune	Chambre de métiers et de l'artisanat			Droit additionnel	0,597
	Syndicats				Droit fixe	
EPCI : Taux unique	29,14	APCMA			Droit fixe	135
	Taux additionnel					
Régime éolien		Total droits fixes				135
TSE	0,25	Taxe pour frais de chambre de commerce et d'industrie				1,21
Taxe GEMAPI	0,56					
TASARIF						

Elle affiche les données suivantes :

- les montants de base minimum de CFE votés par la commune ou l'EPCI :**

Tous les redevables de la CFE sont assujettis à une cotisation minimum établie au lieu de leur principal établissement (cf. article 1647 D du CGI). Cette cotisation est établie à partir d'une base dont le montant est fixé par le conseil municipal ou l'organe délibérant de l'EPCI à fiscalité propre et doit être compris entre (montants applicables en 2022) :

- 227 € et 542 € pour les contribuables dont le montant du chiffre d'affaires ou des recettes hors taxes est inférieur ou égal à 10 000 € ;
- 227 € et 1 083 € pour les contribuables dont le montant du chiffre d'affaires ou des recettes hors taxes est supérieur à 10 000 € et inférieur ou égal à 32 600 € ;
- 227 € et 2 276 € pour les contribuables dont le montant du chiffre d'affaires ou des recettes hors taxes est supérieur à 32 600 € et inférieur ou égal à 100 000 € ;
- 227 € et 3 794 € pour les contribuables dont le montant du chiffre d'affaires ou des recettes hors taxes est supérieur à 100 000 € et inférieur ou égal à 250 000 € ;
- 227 € et 5 419 € pour les contribuables dont le montant du chiffre d'affaires ou des recettes hors taxes est supérieur à 250 000 € et inférieur ou égal à 500 000 € ;
- 227 € et 7 046 € pour les contribuables dont le montant du chiffre d'affaires ou des recettes hors taxes est supérieur à 500 000 €.

- les taux d'imposition :**

- **de CFE** : taux d'imposition communal et intercommunaux (EPCI à fiscalité propre et groupements non dotés d'une fiscalité propre), taux des TSE, de la TGEMAPI et de la TASARIF ;
- **de TCCI et de TCMA** (droit additionnel à la CFE).

- les montants des droits fixes de la TCMA.**

La fenêtre 'Agréats Commune'

Cette fenêtre apparaît lorsque l'utilisateur clique sur le bouton 'Agréats'.

REDEVABLE 21/32		Num Rôle 092		AGREGATS	
		Agrégats CFE		Agrégats IFER	
COMMUNE IFP 1/1		CFE			
ASREGATS 1/1		Résultats Généraux	Bases taxables	Cotisations	Lissage
		Commune			
		Syndicats			
		Intercommunalité	21 034 877	6 281 014	6 264 234
		TSE	21 034 877	6 434 568	6 419 788
		Taxe GEMAPI			
		TASARIF	21 034 877	359 696	357 706
		TCCI			
		TCCI	4 742 583	46 145	45 890
		TCMA			
		Droit additionnel	254 585	1 520	1 180
		Nombre d'assujettis			
		Droit fixe	2		
		Détails des bases CFE			
					Montant
		Valeur locative revalorisée			27 573 805
		Dont VL des biens concernés par la révision			2 046 171
		Réduction création établissement			
		Réduction artisans			6 253 439
		Crédit d'impôt			
		Zone de restructuration de la défense			21 375

Il existe deux types d'agrégats :

- les agrégats relatifs à la CFE, à la TCCI et à la TCMA et autres organismes, affichés uniquement dans la version « Service » et dans la version « Collectivité » à destination des communes et des EPCI ;
- les agrégats relatifs aux composantes de l'IFER, affichés dans la version « Service » et dans la version « Collectivité » en fonction des bénéficiaires des impositions.

Il est précisé que dans le cas d'un EPCI à fiscalité de zone, la consultation des agrégats de CFE, de TCCI, de TCMA et d'IFER pourra s'effectuer pour tous les régimes fiscaux : tous régimes, hors régime spécifique, régime ZAE et régime éolien.

En cas d'intégration fiscale progressive (IFP), les agrégats sont restitués par IFP.

◆ Onglet « Agrégats CFE » :

Num Rôle 092	AGREGATS			
Agrégats CFE Agrégats IFER				
	CFE			
Résultats Généraux	Bases taxables	Cotisations	Lissage	
Commune				
Syndicats				
Intercommunalité	21 034 877	6 281 014	6 264 234	
TSE	21 034 877	6 434 568	6 419 788	
Taxe GEMAPI				
TASARIF	21 034 877	359 696	357 706	
TCCI				
TCCI	4 742 583	46 145	45 890	
TCMA				
Droit additionnel	254 585	1 520	1 180	
Nombre d'assujettis				
Droit fixe				2
Détails des bases CFE				
Montant				
Valeur locative revalorisée				27 573 805
Dont VL des biens concernés par la révision				2 046 171
Réduction création établissement				
Réduction artisans				6 253 439
Crédit d'impôt				
Zone de restructuration de la défense				21 375

Cet onglet comprend les agrégats de CFE par niveau de collectivité ainsi que le détail des bases agrégées.

De manière générale, l'onglet présente :

- les agrégats des bases taxables et des cotisations de CFE par niveau de collectivité (commune, syndicat de communes, EPCI à fiscalité propre et établissements publics fonciers) ;
- les agrégats de TCCI (bases et cotisations) ;
- les agrégats de TCMA pour le seul droit additionnel à la CFE (bases et cotisations). Pour les droits fixes, seul apparaît le nombre total d'assujettis.

Rappel : depuis 2017, en raison de la mise en œuvre de la RVLLP, sont affichés distinctement les agrégats des cotisations avant application du lissage et les agrégats des cotisations après lissage.

Sont également mentionnés par ailleurs les agrégats des éléments constitutifs de la base d'imposition à la CFE (valeurs locatives foncières, valeurs locatives des biens fonciers concernés par la RVLLP, réductions) et l'agrégat du crédit de CFE applicable en ZRD.

◆ **Onglet « Agrégats IFER » :**

Num Rôle	092	AGREGATS		
Agrégats CFE	Agrégats IFER			
	Commune	EPCI	Département	Région
1519 D éolienne		45 663	19 570	
1519 D hydrolienne		3 850	3 850	
1519 E centrale nucléaire		78 547	80 150	
1519 F photovoltaïque		4 871	4 871	
1519 F hydraulique				
1519 G transformateur électrique				
1519 H station radioélectrique		33 217	16 608	
1519 HA gaz				
1519 HB géothermie	1629,72			1086,48
Fonds de compensation 1519 E		1 603		

Cet onglet affiche les cotisations agrégées par niveau de collectivité : commune, EPCI et département. Compte tenu des particularités des composantes de l'IFER prévues aux articles 1599 *quater* A et 1599 *quater* B du CGI, aucune donnée agrégée n'est communiquée aux régions dans cet onglet². Par ailleurs, les données agrégées relatives à la composante de l'IFER prévue à l'article 1599 *quater* A *bis* du CGI ne sont pas affichées dans cet onglet.


² Cf. *supra* p. 16.

**Affectation du produit des IFER aux collectivités territoriales
et EPCI à fiscalité propre bénéficiaires**

	En présence d'une commune isolée	En présence d'un EPCI à fiscalité additionnelle ou à fiscalité professionnelle de zone	En présence d'un EPCI à fiscalité éolienne unique	En présence d'un EPCI à fiscalité professionnelle unique ou Métropole du Grand Paris (MGP)	Métropole du Grand Lyon (MGL)
IFER relative aux installations terrestres de production d'énergie utilisant l'énergie mécanique du vent (art. 1519 D)	20 % Commune 80 % Département	20 % Commune 50 % EPCI 30 % Département	Pour les éoliennes installées avant le 01/01/2019 : 70 % EPCI ou MGP 30 % Département		100 % MGL
			Pour les éoliennes installées après le 01/01/2019 : 20 % Commune 50 % EPCI ou MGP 30 % Département		
IFER relative aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique hydraulique des courants (art. 1519 D)	50 % Commune 50 % Département		50 % EPCI ou MGP 50 % Département		100 % MGL
IFER relative aux installations de production d'électricité d'origine nucléaire ou thermique à flamme (art. 1519 E)	50 % Commune 50 % Département			50 % EPCI ou MGP 50 % Département	100 % MGL
IFER relative aux centrales de production d'énergie électrique d'origine photovoltaïque ou hydraulique (art. 1519 F)	50 % Commune 50 % Département			50 % EPCI ou MGP 50 % Département	100 % MGL
IFER relative aux transformateurs électriques (art. 1519 G)	100 % Commune			100 % EPCI ou MGP	100 % MGL
IFER relative aux stations radio-électriques (art. 1519 H)	2/3 Commune 1/3 Département			2/3 EPCI ou MGP 1/3 Département	100 % MGL
IFER relative aux installations de gaz naturel (art. 1519 HA)	100 % Commune			100 % EPCI ou MGP	100 % MGL
IFER relative aux stations de compression du réseau de transport de gaz naturel (art. 1519 HA)	100 % Commune			100 % EPCI ou MGP	100 % MGL
IFER relative aux sites de stockage souterrain de gaz naturel (art. 1519 HA)	50 % Commune 50 % Département	50 % Commune 50 % EPCI		100 % EPCI ou MGP	100 % MGL
IFER relative aux canalisations de transport de gaz naturel, de produits chimiques et d'autres hydrocarbures (art. 1519 HA)	50 % Commune 50 % Département			50 % EPCI ou MGP 50 % Département	100 % MGL

IFER relative aux installations de production d'électricité d'origine géothermique (art. 1519 HB)	60 % Commune 40 % Région
IFER relative au matériel roulant utilisé sur le réseau ferré national pour les opérations de transport de voyageurs (art. 1599 quater A)	100 % Région
IFER relative aux répartiteurs principaux de la boucle locale cuivre et réseaux de communications électroniques en fibre optique et en câble coaxial (art. 1599 quater B)	100 % Région

6 - Éditer la fiche d'articles de rôle

L'édition de la fiche d'articles de rôle se fait en cliquant sur le bouton . Le rapport au format HTML s'ouvre dans le navigateur.

La fiche se présente comme suit :

CFE / IFER - FICHE D'ARTICLE DE ROLE - ANNEE : 2022 - N° de rôle : 092 - Date de mise en recouvrement : 31/10/2022						
Commune IFP		Libellé commune		ZAE	Direction SIE	IFU Comptable
010		BATZ-SUR-MER		44 0	0501	251 050
Titre - Dénomination				SIREN	NIC	Référence de l'avis Code NACE
					00017	6419Z
N° imm.	bis/ter	Code voie		Libellé voie		Libellé activité principale
14		0021		PL ADELE PICHON		AUTRES INTERMEDIATIONS MONE
Désignation du redevable et adresse d'imposition						Désignation du destinataire et adresse d'envoi
ENT CAISSE CREDIT MUNICIPAL						
lnafcn						
BATZ-SUR-MER						BATZ-SUR-MER
14 PL ADELE PICHON						14 PL ADELE PICHON
lnafld						llevld
44740 BATZ SUR MER						44740 BATZ-SUR-MER
Réduction de cotisation suite à abattement de 50 % de la base imposable des locaux industriels						0
Détermination des bases taxables niveau collectivités territoriales et EPCI						
Eléments d'imposition				Bases nettes		
VL foncières				30 281	Commune	
Dont VL concernées par la révision foncière				7 943	Syndicats	
Bases brutes totales				30 281	Intercommunalité	
Réduction création d'établissements					TSE	
Réduction artisans et autres					Taxe GEMAPI	
Base après réduction				30 281	TASARIF	
Chiffre d'affaires retenu pour la base minimum					TCCI	
Base minimum applicable					TCMA/droit additionnel	
Imposition sur la base minimum				NON		

Détermination des cotisations niveau collectivités territoriales et EPCI					
Cotisations CFE			Cotisations TCMA et TCCI		
Collectivités	Cotisation	Cotis. Lissée	Droit additionnel		235
Commune			Droit additionnel lissé		235
Syndicats			Total droits fixes		
Intercommunalité	10 382	10 382	Total TCMA HFG		235
TSE	10 437	10 437	Frais de gestion		21
Taxe GEMAPI	221	221	Total TCMA		256
TASARIF					
Total des cotisations exonérées					
Total des cotisations exonérées lissées			Total TCCI HFG		201
Dont exo. à effet sur CVAE			Total TCCI lissée HFG		201
Total des cotisations lissées		21 040	Frais de gestion		18
Frais de gestion		1 258	Total TCCI		219
Total CFE		22 298			
Nature exo. CFE 1	CFE 2		TCMA	TCCI	
Total des cotisations					
Information : cotisation minimum CFE					
Lissage 2017 des cotisations de CFE, TCMA et TCCI					
Total des cotisations dues (CFE+TCMA+TCCI+IFER)					25 414 290
Montant de l'impôt					25 410 540
Crédit d'impôt					3 750
Crédit d'impôt restituable					0
IFER	Total IFER HFG		Frais de gestion	Total IFER	
IFER 1519 D	12 166		365	12 531	
IFER 1519 E	3 962 616		118 878	4 081 494	
IFER 1519 F	1 738		52	1 790	
IFER 1519 G	14 081 659		422 450	14 504 109	
IFER 1519 H	4 712		141	4 853	
IFER 1519 HA	6 376 452		191 294	6 567 746	
IFER 1519 HB					
IFER 1599 quater A					
IFER 1599 quater A bis	212 423		6 372	218 795	
IFER 1599 quater B	193		6	199	

Dans la version à destination des collectivités, les informations suivantes ne sont pas affichées :

- la référence de l'avis d'imposition (n° de facture ou n° du contrat de mensualisation) ;
- le NIC de l'établissement ;
- l'adresse d'envoi de l'avis d'imposition ;
- le champ « Dont exo. à effet sur CVAE » ;
- l'ensemble des données relatives au pavé « Total des cotisations ».

Les autres informations sont communiquées en fonction des collectivités bénéficiaires des impositions.

Exception :

Les données relatives aux composantes de l'IFER prévues aux articles 1599 *quater* A et 1599 *quater* A bis du CGI sont restituées **uniquement dans l'application version « Service »**.

L'utilisateur peut alors en demander l'impression.

Nota : dans le menu *Fichier* → *Aperçu avant impression*, **ajuster à 60 %** pour éviter l'impression sur deux pages.

7 - Quitter l'application

La sortie de *VisuDGFiP* se fait en fermant la fenêtre.

Ce document ne se substitue pas à la documentation officielle de l'Administration.